DÉLIBÉRATIONS DU CONGRÈS DES OUVRIERS.

Votre comité a eu sous sa considération quant à la meilleure méthode d'organiser le vaste nombre de gens non-organisés en Canada, mais pour une telle œuvre il est nécessaire que nous obtenions une aide de fonds plus que le Congrès est en état de disposer par son revenu actuel. L'estimé du coût de monter une charte convenable et ses appareils serait à peu-près \$200, ce qui ne comprend pas le coût du temps d'un organisateur. Bien que la formation de quelques fortes Unions rembourseraient plus que le premier coût, il faudrait faire quelques arrangements financiers dans l'intervalle. Il y a plusieurs champs qui donnent des espérances dans lesquels on pourrait opérer. Votre comité recommande fortement que des mesures soient prises à la présente session tendant à pourvoir à un arrangement à cette fin.

Votre comité recommande qu'on établisse un Congrès de membres permanents, de manière que tous les délégués, ex-délégués et autres membres d'organisations de travail qui désirent devenir membres actifs de ce Congrès puissent le faire, en payant directement au Secrétaire-Trésorier la taxe *per capita*. Il y a en Canada, au moment actuel, un grand nombre de travailleurs non-organisés dont le Congrès devrait organiser, et on croit que c'est le meilleur moyen à commencer l'opération. Il y a un grand nombre d'ex-délégués de ce Congrès qui ce serait un plaisir pour eux de payer leur taxe *per capita* et demeurer membres actifs de ce Congrès, et par ce moyen, prendraient une part plus active dans l'intérêt du mouvement du travail.

Peu-après la clôture de la dernière session, la correspondance ordonnée par votre corps entre le Secrétaire et le Président Gompers de la Fédération Américaine du Travail, a été expédiée. Elle a été présentée devant la session de ce corps à Cincinnati, mais jusqu'à présent on a pas accusé sa réception. Avant la session, M. Gompers était très désireux à ce que notre Congrès fut représenté par un délégué de la fraternité, mais votre comité n'a pu voir sa voie claire à en envoyer un. Quant à la Fédération Américaine du Travail, votre comité croit que votre Congrès a droit à quelques argents payés par les membres Canadiens des Unions Internationales. A présent toutes les Unions Internationales de l'Amérique sont membres de ce corps, et en même temps, toutes les Internationales sont représentées par une ou plusieurs Unions Canadiennes. Votre comité recommande donc que le Comité presse avec énergie les Unions Locales des divers corps Internationaux de prier leurs organisations respectives de renvoyer à ce Congrès le montant de la taxe *per capita*, pour des fins de législation payé à la Fédération sur leurs membres Canadiens.

Au commencement de l'année, M. Albert Hudson, d'Ottawa, résigna comme membre de votre Exécutif et M. le Président a nommé D. H. Reynolds, aussi d'Ottawa, en remplacement de M. Hudson.

Respectueusement soumis de la part du Comité.

(Signé), DAVID A. CAREY, *President*.
GEO. W. DOWER, *Secrétaire*.

Rapport du Comité Exécutif d'Ontario :

MESSIEURS,—Pendant la dernière session de la Législature d'Ontario, le registre de ce corps a été soutenu quant à la passation de lois pour la protection de ceux qui travaillent à gages. En tout, huit Actes ont été placés dans les Statuts directement dans les intérêts du travail, comme suit :

“Acte d'Amendement Municipal, 1897, qui, entre autres choses, pourvoit à la passation de lois par le Conseil du Bureau des Commissaires de Police, réglant les heures du travail pour les personnes employées dans les étables de livrées ou carosses.

“Acte concernant les Ecoles Techniques.” Cet Acte fourni le mécanisme sous lequel les Ecoles Techniques peuvent être établies par les Conseils municipaux.

“Acte pour régler dans Ontario l'immigration d'une certaine classe d'Enfants.” Cet Acte pourvoit à un soigneux examen et à la surveillance des enfants abandonnés importés en cette province par aucune société ou personne, et est devenu en vigueur le 1er Septembre dernier.

“Acte concernant les Ateliers et lieux autres que les Manufactures.” Cet Acte réuni et rectifie les quatre lois pré-existantes, et est, comme le nom l'implique, l'Acte qui gouverne les manufactures, les Ateliers et les Boulangeries.